

Mise en scène webienne et fragmentation du récit Le cas de la crise en République démocratique du Congo

Madeleine Pastinelli

Volume 22, numéro 2, 2000

Le Web
The Web

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1087894ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1087894ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association Canadienne d'Ethnologie et de Folklore

ISSN

1481-5974 (imprimé)

1708-0401 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pastinelli, M. (2000). Mise en scène webienne et fragmentation du récit : le cas de la crise en République démocratique du Congo. *Ethnologies*, 22(2), 119–142. <https://doi.org/10.7202/1087894ar>

Résumé de l'article

Le Web permet maintenant aux communautés qui vivent des situations de crise de présenter directement à un public international leur propre interprétation des événements. Mais la lutte pour la visibilité médiatique est féroce et les sites du gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) et des rebelles doivent être l'objet de stratégies qui permettent de capter l'attention des internautes et d'asseoir leur crédibilité à titre de diffuseurs d'information. Par ailleurs, le caractère mixte de la portée du Web, qui permet de rejoindre des individus de partout, donc du local et du global, s'accommode mal de discours univoques et commande inévitablement un contenu qui s'adresse tantôt aux Congolais de la RDC, tantôt à ceux de la diaspora et tantôt à l'Occident. Dans un tel contexte de communication, on ne présente pas les événements à l'aune de ses propres références culturelles et historiques, mais plutôt à la lumière d'une mémoire globalisée, celle de l'Holocauste en l'occurrence. Le contenu du discours est donc fortement influencé par le contexte particulier qu'est le Web et il n'en va pas autrement de la structure qui est modelée par l'hypertexte.

MISE EN SCÈNE WEBIENNE ET FRAGMENTATION DU RÉCIT

Le cas de la crise en République démocratique du Congo¹

Madeleine Pastinelli

CÉLAT, Université Laval

Dans son essai intitulé *Un paysage d'événements*, Paul Virilio constate que la succession des événements dans l'Occident² contemporain entraîne un fractionnement de l'histoire, alors que seuls les événements restreints mais précisément localisés retiennent l'attention, au détriment d'une histoire plus générale (Virilio 1996). Il est toujours hasardeux de discourir sur ce phénomène insaisissable que serait l'accélération du temps ou la fragmentation du réel, car même les explications les plus brillantes, prises seules, sont toujours réductrices et ne parviennent jamais à rendre compte pleinement de cette réalité multidimensionnelle. Par ailleurs, on peut également s'interroger à savoir si quelque chose a vraiment changé ou s'il ne s'agit pas d'un « *phantasmagoria of*

-
1. Une première version de ce texte a été présentée le 12 juin 1999, au colloque international « Lieux de mémoire, politiques de la mémoire et avenir de l'histoire » qui s'est tenu à l'Université Laval du 11 au 13 juin 1999, sous les auspices du CÉLAT (Québec) et de l'École des hautes études en sciences sociales (Paris). Je tiens à remercier, pour leurs conseils et leurs précieux commentaires, Bogumil Jewsiewicki, Pauline Greenhill, Olivier Maligne et Tristan Landry.
 2. De façon un peu grossière, j'utilise tout au long de ce texte l'appellation « Occident » pour désigner un ensemble qui, en réalité, se limite probablement à l'Amérique du Nord et à l'Europe (de l'Ouest). Bien sûr, l'emploi de ce terme est plus que discutable, puisque celui-ci, dans son sens premier, exclut d'emblée le Japon, place le Mexique dans une situation ambiguë et sous-entend qu'on puisse se référer à un centre. Or, ce n'est pas à cet Occident-là, à une réalité géographique, que je réfère, mais plutôt à une construction de l'esprit qui renvoie à un espace et à un ensemble de communautés qui seraient le berceau de la Modernité (et probablement aussi celui de ce qui vient ensuite). Je reprendrai donc une idée qui m'a été proposée par Pauline Greenhill pour affirmer que l'Occident est en fait une construction de l'imaginaire des plus vraisemblables.

loss generated by modernity itself rather than by its prehistory » (Huyssen 2000 : 34). Plus encore, on peut éprouver des doutes et même se questionner à savoir si on n'est pas en train de confondre l'émergence d'un nouveau paradigme en sciences sociales et la transformation en profondeur du monde tel que nous le connaissions auparavant.

À la suite de Marc Augé (1994) et de Gérard Althabe (1990, Althabe *et al.* 1992), on peut toutefois apaiser ses tourments en se disant que, en fin de compte, la question de la nature ontologique de cette accélération des temporalités n'est peut-être pas pertinente, puisque si on s'entend à savoir qu'on ne travaille jamais sur un quelconque réel mais plutôt sur des représentations (au sens d'images mentales) de ce réel, il est évident qu'on ne pourra jamais observer plus que des *impressions*. Et comme Marc Augé l'a exposé, le sentiment largement partagé de vivre une « époque unique qui va passer à l'Histoire » est, lui, des plus réels (de même que les conséquences qu'il entraîne), peu importe que cette impression soit fondée ou qu'elle repose uniquement sur des effets discursifs, sur des modalités médiatiques ou sur des événements qui sont appelés à être oubliés. Qu'on se rassure, je ne mettrai donc pas la main dans ce vilain panier de crabes pour tenter de savoir si « vraiment » quelque chose a changé et je laisserai entier le problème posé par Huyssen.

Quoi qu'il en soit et au-delà des positions paradigmatiques de chacun de ces auteurs, tous s'accordent pour dire que le fonctionnement, la forme et les modalités discursives des médias de masse jouent un rôle capital dans l'organisation du discours historique et dans la façon dont on appréhende les événements. L'équation est simple : nouveaux médias, nouvelles modalités et, donc, nouvelle impression et nouvelle façon de concevoir le monde. Les nombreux travaux portant sur la présentation télévisuelle et journalistique des événements sont riches en enseignements. À la suite de ceux-ci, il est désormais incontournable d'explorer les mêmes questions en regard des NTIC et, plus spécialement, du *World Wide Web*. En effet, le Web a ceci de particulier et d'extraordinaire qu'il permet à quiconque a accès à un ordinateur pourvu d'un modem de diffuser de l'information à l'échelle internationale, et ce au même titre et au même plan que des géants comme NBC ou CNN. En matière de diffusion de l'information, ce n'est pas là une transformation banale.

Nombreux sont les auteurs qui ont tour à tour démontré de quelle façon les médias de masse organisaient une image toute spéciale du réel, créant un effet d'homogénéité des discours et des schémas qui les sous-tendent (Doane

1990, Esquenazi 1996 et 1997). Cette uniformisation des contenus et des formes est attribuable notamment à l'existence d'intermédiaires qui font offices de filtres. En ce sens, le monde non occidental n'a jamais pu se présenter lui-même directement au reste du monde. La diffusion à l'échelle internationale de discours provenant de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique du Sud ou de l'Europe de l'Est a toujours été tributaire des grands médias européens ou américains, de leurs intérêts économiques, politiques ou sociaux et de leurs modalités particulières. Avec l'avènement du Web, différentes communautés peuvent, pour une première fois peut-être, présenter au monde leur propre image d'elles-mêmes et leur propre interprétation des événements.

Bien sûr, tenir un discours et le diffuser n'implique pas forcément d'être compris ni même d'être entendu, particulièrement dans le Web où la visibilité des sites dans les portails et les moteurs de recherche est en fin de compte très inégale. Il est difficile de savoir quelle est la portée effective des contenus diffusés dans le Web, mais l'histoire de la résistance zapatiste nous enseigne qu'Internet est un outil puissant dont il ne faut pas sous-estimer le potentiel (Paquet 2000). Quoi qu'il en soit, l'analyse des discours eux-mêmes nous permet au moins de comprendre ce que les auteurs des sites véhiculent, les effets qu'ils visent à créer, les stratégies qu'ils adoptent et aussi les contraintes auxquelles ils sont soumis compte tenu des modalités particulières de l'hypertexte qui sert de support au message (Mitra et Cohen 1999). J'ai tenté, par le biais d'une étude de cas, de voir comment des groupes non occidentaux utilisent le Web pour diffuser *leur* présentation des événements et quelle forme celle-ci adopte. Comme la recherche sur tout ce qui concerne les NTIC en est encore à ses balbutiements, il m'est apparu que l'étude de cas et l'ethnographie étaient des méthodes tout indiquées, puisqu'elles permettent de rester collé au plus près à ce qui est observable. Face à un objet nouveau et encore peu exploré, il me semble qu'il est préférable de demeurer modeste (quitte à être descriptif) et, à défaut de pouvoir s'appuyer sur des analyses concrètes, d'éviter les analyses globales et les grands pronostics. Par ailleurs, il peut être pertinent de remarquer que la démarche d'observation participante dans le Web conduit à une forme métissée d'ethnographie. En effet, dans le Web, on fait à la fois un travail de terrain et une forme d'ethnographie à distance. À distance, parce que j'ai travaillé sur le cas de la République démocratique du Congo (RDC) sans jamais y mettre les pieds, et sur le terrain, parce que la représentation de la RDC dans le Web est un terrain en soi et que celui-ci n'est pas ailleurs que dans le Web. Sans jamais observer plus que mon seul écran d'ordinateur, j'ai même réussi à

ethnographier plusieurs terrains : d'abord l'autre, le Congolais, puis le semblable, l'internaute occidental qui visite les sites congolais.

J'ai en effet entrepris de travailler, en 1999, sur le cas de la crise congolaise, en faisant une ethnographie des sites de deux organisations rivales, soit celui des Forces de la liberté, le regroupement des rebelles, et celui du gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC), dirigé par Laurent-Désiré Kabila³. Je ne présente pas ici une analyse de la crise congolaise elle-même puisque, d'une part, ce n'est pas l'objet premier de ce travail et que, qui plus est, n'ayant pas les connaissances historiques et politiques nécessaires, je dois avouer que je ne serais pas en mesure de le faire convenablement. Je me suis essentiellement intéressée à la question des stratégies et modalités d'utilisation du Web par les groupes non occidentaux et je n'ai surtout pas voulu aborder avec froideur une situation dramatique qui fait la misère et la souffrance de milliers de personnes. J'espère que le lecteur saura comprendre ma démarche.

J'ai fait l'ethnographie de ces deux sites à l'hiver 1999 et déjà à l'été 2000, celui du gouvernement avait été retiré et remplacé par un autre, beaucoup plus volumineux, sans même qu'un lien ou qu'une indication à cet effet ne soit placés sur la page d'accueil de l'ancien site. Le caractère souvent éphémère, voire temporaire (au moins changeant), des sites Web est une contrainte importante dans le cadre du travail de recherche. Certains sites Web sont relativement stables, c'est le cas de celui des Forces de la liberté qui est demeuré pratiquement inchangé pendant plus de deux ans (mais qui peut très bien avoir disparu au moment où ce texte sera publié...), alors que d'autres changent rapidement et qu'un grand nombre finissent par disparaître, souvent sans qu'on sache trop si ce sont les responsables qui ont décidé de les supprimer ou si ce sont les serveurs qui les supportaient qui ont eu des ennuis techniques. Sur la base de ce constat, doit-on copier et archiver tous les fichiers html sur lesquels on travaille pour pallier leur éventuelle suppression des serveurs ? Cette solution serait peut-être efficace, mais elle risque d'être difficile à appliquer à plus ou moins longue échéance. Par ailleurs, les changements eux-mêmes et l'évolution générale des sites méritent d'être étudiés, au même titre que les contenus (Jones

3. Le site des Forces de la liberté se trouve au <http://www.congo.co.za> et celui du gouvernement était au <http://www.rdcongo.org>. Ce dernier site est disparu au moment où je mettais le point final à ce texte et en même temps qu'apparaissait Congo2000, un site semblable (quoique plus étoffé), présentant le même genre de contenu. On peut donc soupçonner que Congo2000 vient en fait remplacer l'ancien site du gouvernement.

1999). Pour des raisons d'efficacité, notamment parce que la consultation d'un fichier peut être beaucoup plus rapide hors connexion, il peut toutefois être intéressant de copier certains fichiers, ce qui constitue également une mesure de sécurité intéressante advenant le cas où un site est supprimé à une étape de la recherche où la perte des données est tout simplement catastrophique.

Il faut tout de suite préciser que les sites sur lesquels je me suis penchée ont ceci de particulier qu'ils appartiennent à un genre que je qualifie de « non interactif », puisqu'ils ne comportent pas de forums de discussion, qu'ils ne semblent pas être discutés ou alimentés par des échanges qui se tiendraient en parallèle à leur existence, comme dans des groupes Usenet, des canaux IRC (les bavardages de l'Internet Relay Chat) ou des groupes ICQ⁴. En fait, ces sites, contrairement à d'autres, n'appellent pas la participation directe de l'internaute dans le réseau. Il va de soi que des sites du même genre, mais autour desquels on trouve des forums animés ou des groupes de discussion massivement fréquentés, sont forcément organisés d'une toute autre façon. Le caractère « non interactif » des sites choisis, s'il les rend peut-être moins riches, fait de ceux-ci des sujets plus faciles à aborder dans le cadre d'une première exploration, puisque l'analyse peut se restreindre à leur contenu et à leur forme. J'ai donc abordé la présentation générale et l'organisation des sites avant de traiter des stratégies d'authentification du discours, puis de me livrer à une analyse du contenu visant à identifier le destinataire et à comprendre les effets qu'on essaie de créer. En dernier lieu, j'ai brièvement exploré la question des modalités hypertextuelles afin de proposer quelques pistes de réflexion et d'analyse.

Information haute densité

Si on s'en remet aux dates de publication des fichiers des sites, celui du gouvernement aurait été mis en ligne dans le Web à l'automne 1997 et celui des Forces de la liberté seulement un an plus tard, en octobre 1998. Toutefois, l'apparition du site des Forces de la liberté a coïncidé avec le moment où les responsables du site du gouvernement se sont mis à faire des mises à jour quotidiennes et à publier une quantité beaucoup plus importante d'information. Bien sûr, les deux sites n'ont jamais été reliés ensemble, les deux groupes n'ayant pas intérêt à faire la promotion de leurs rivaux. On peut cependant penser

4. ICQ est une plateforme de communication du réseau Internet très populaire à l'intérieur de laquelle s'animent différents groupes qui partagent des intérêts variés.

qu'ils se sont développés en parallèle, les uns voulant faire contrepoids à l'information diffusée par les autres et inversement. Bien sûr, comme les deux sites présentent des actualités récentes, ceux-ci traitent couramment des mêmes sujets en même temps, mais jamais ils ne se répondent directement ou ne font explicitement référence aux informations publiées par le groupe opposé.

Le site des Forces de la liberté se présente d'entrée de jeu, dès la page d'accueil, comme le site d'une organisation politique dont le but est de « Mettre fin à toute forme de dictature, par l'instauration d'un État de droit et d'une bonne gouvernance » (en anglais et en français dans le site). L'internaute, à son arrivée dans la page d'accueil bleue et jaune garnie de drapeaux bleus étoilés et de la photo d'un léopard, a le choix entre trois boutons, soit « Français », « English page » et « Genocide », sous lesquels il peut voir une caricature peu flatteuse de Laurent-Désiré Kabila. Dès lors, l'internaute aura certainement compris qu'il est dans le site d'une organisation politique opposée au gouvernement en place. La page d'accueil du site du gouvernement, au centre de laquelle on peut voir une carte de la RDC accompagnée, elle aussi, du drapeau étoilé et de dessins d'animaux sauvages, est, quant à elle, tout en français bien qu'on y trouve également un bouton « English » menant à une page qui nous avise que la version complète en langue anglaise sera disponible bientôt. Le bouton « Gouvernement » et l'adresse du site qui se termine par « .org » auront tôt fait de mener l'internaute à conclure sans doute possible qu'il est dans la page officielle du gouvernement de la RDC.

Dans le site des Forces de la liberté, le choix d'une des langues proposées conduit à la page du menu principal où, comme dans le site du gouvernement, l'internaute peut choisir entre une dizaine de boutons menant à des pages différentes. Comme c'est presque toujours le cas, les boutons des deux menus principaux sont placés en ordre d'importance ou suivant l'ordre de ce qu'on voudrait que l'internaute consulte. Il est surprenant de voir à quel point les deux sites présentent un contenu de même nature, ordonné d'une même manière. Dans le cas des Forces de la liberté, c'est le bouton « Dépêches » qui apparaît en premier lieu, tandis que dans le site du gouvernement se sont plutôt les « Dernières nouvelles ». Ensuite les rebelles nous présentent leurs « Objectifs », une page où on trouve la « Déclaration politique » de l'organisation, alors que, chez le gouvernement, c'est le bouton « Déclaration du président Kabila » qui vient en deuxième lieu. Cette déclaration reprend la même forme que celle des Forces de la liberté avec une série d'énoncés,

numérotés cette fois, qui se présentent comme les fondements du projet politique de Kabila et de son gouvernement.

Avec leur bouton « Dépêches » et « Dernières nouvelles » en tête de liste, les deux sites sont essentiellement axés vers la diffusion massive d'information. Les pages d'information des deux sites sont d'ailleurs, et de très loin, les plus volumineuses. Dans la page « Dépêches » du site des rebelles, on trouve une multitude de liens vers différents textes traitant de la situation politique et de l'évolution du conflit. Cette page, mise à jour quotidiennement, contient près de 200 titres qui sont tous des hyperliens menant au contenu intégral des articles (quand les liens renvoient à des fichiers qui sont toujours en place, puisque les « lignes mortes » sont nombreuses). Au bas de la page, un lien renvoie aux « Dépêches précédentes » où on trouve encore plus de titres, les plus anciens ayant été publiés en date du 13 octobre 1998. Chaque jour ou presque, de nouvelles dépêches ont été ajoutées, et ce jusqu'au mois de juillet 1999, le site en contenant environ 500 au total. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les responsables des Forces de la liberté n'ont jamais produit eux-mêmes d'information ou alors vraiment très peu. En suivant les liens des différents titres des dépêches et des dossiers, on se retrouve systématiquement dans d'autres sites, ceux de quotidiens ou d'agences de presse qui n'ont rien à voir avec les Forces de la liberté, comme l'Agence France presse (AFP), Reuters, le *Monde*, le *Monde diplomatique*, Africa Online, etc. Il est intéressant de noter que ces textes sont, pour la plupart, des articles qui paraissent également dans les versions imprimées des grands quotidiens. Dans ce cas-ci, le Web n'est pas relayé par l'imprimé comme on tend parfois à l'avancer, il en est simplement le prolongement. Les responsables du site font une recherche quotidienne dans le Web et placent des liens vers les textes qu'ils jugent intéressants, mais ils ne produisent à peu près jamais eux-mêmes de nouvelles informations.

Tout comme le site des Forces de la liberté, celui du gouvernement présente une somme considérable d'informations et de dépêches, mais, contrairement à celles présentées par l'organisation rivale qui proviennent de différents journaux ou agences de presse, celles-ci sont toutes préparées pour le compte du gouvernement et émanent d'une même organisation, soit l'Agence congolaise de presse (ACP). Cinq jours par semaine depuis mars 1998, un nouveau bulletin d'information est publié dans le site, les archives comportant tout près de 400 bulletins et autres documents de l'ACP. À l'occasion, quoique rarement, des dépêches publiées dans le site de Jeune Afrique sont présentées à travers les bulletins de l'ACP, mais, exception faite de celles-ci, l'information

est toujours signée par l'ACP. Les bulletins commencent tous avec les nouvelles nationales, après lesquelles viennent les nouvelles dites « générales » (informations d'intérêt national qui ne traitent ni de politique ni d'économie), puis provinciales, suivies des nouvelles économiques et finalement des nouvelles sportives. Les bulletins quotidiens comportent généralement entre 8 000 et 11 000 mots, ce qui correspond à plus ou moins 15 pages de texte à simple interligne. La densité de l'information présentée est telle que le site du gouvernement peut rivaliser sans problème avec ceux des plus grandes agences de presse. Il peut être pertinent de soulever au passage que les bulletins ne contiennent jamais de nouvelles internationales qui ne concernent pas la RDC et qu'il en va bien sûr de même avec les nouvelles des Forces de la liberté...

L'urgence événementielle et l'authentification du discours

Avant même d'amener l'internaute à adopter une certaine vision de la crise congolaise, il faut d'abord et avant tout le convaincre de l'urgence de la situation, le convaincre de s'intéresser au cas congolais. Ne l'oublions pas, dans le Web, les Congolais sont en compétition directe avec nombre d'autres communautés d'ailleurs dans le monde (voir par exemple Paquet 2000 et Landry dans ce numéro) qui, elles aussi, voudraient bien faire connaître aux internautes les tenants et aboutissants des crises qui les traversent. Il faut donc convaincre les destinataires que la situation est dramatique, urgente et qu'elle évolue très rapidement.

Le médium utilisé, à savoir le Web, est déjà en lui-même porteur d'un certain effet d'urgence. L'information présentée dans le Web le serait souvent avant d'être diffusée dans n'importe quel autre média, ce qui fait qu'on se représente couramment le Web comme le média de premier ligne — le lieu parfait pour diffuser l'information marquée d'un caractère d'urgence. L'effet d'urgence est créé tant par la mise à jour quotidienne des deux sites que par la quantité d'information qui y est diffusée. Beaucoup, beaucoup d'informations et beaucoup de nouvelles informations tous les jours dans le média de première ligne créent, sans doute possible, l'impression qu'il est question d'une situation urgente qui évolue très rapidement.

Comme Internet permet à presque n'importe qui de présenter de l'information, ceux qui diffusent dans le Web doivent adopter une stratégie, de façon délibérée ou non, pour asseoir leur crédibilité et, partant, pour assurer leurs destinataires de l'authenticité de l'information qu'ils diffusent. Les

Congolais qui s'occupent des deux sites dont il est question ici se montrent comme au cœur même des événements rapportés, se plaçant ainsi en opposition avec les médias occidentaux qui, eux, ne sont en contact avec le terrain que par l'intermédiaire de journalistes dépêchés sur place (qui se situent donc toujours à l'extérieur des événements rapportés). Dans les sites congolais, l'information serait diffusée par les premiers intéressés, sans intermédiaire, sans être préalablement filtrée par les chefs de pupitres et autres directeurs de programmation occidentaux. L'hypertexte, parce qu'il n'est soumis à aucun intermédiaire et qu'il permet une communication directe de l'émetteur au récepteur, permettrait aux internautes d'accéder à une information pure, presque plus vraie que le réel lui-même ou, du moins, plus près du réel que ne le sont CNN ou NBC.

Les deux sites parviennent à créer ce même effet en recourant à des stratégies diamétralement opposées. Pour le gouvernement, c'est le caractère officiel du site qui permet d'assurer les internautes de l'authenticité du contenu, alors que, pour les Forces de la liberté, c'est le caractère « bâclé » du site qui permet d'obtenir le même effet. Selon un lieu commun largement répandu, le Web contiendrait une somme considérable d'informations provenant de sources inconnues et, comme le contenu se présente toujours sur le même support, soit un écran d'ordinateur, les internautes auraient beaucoup de difficulté à catégoriser les informations qu'ils consultent et à les hiérarchiser en fonction de la crédibilité des sources d'où elles proviennent. Contrairement à cette thèse, je soutiens qu'il existe différents genres « webiens » que les habitués du Web parviennent à distinguer sans aucune difficulté.

L'expérience de la navigation nous permet de découvrir assez rapidement que le site d'un gouvernement n'a absolument pas la même forme qu'une page personnelle ni même que celle d'un grand site commercial comme celui de Microsoft. Parmi les sites commerciaux, on peut distinguer ceux qui ont pour unique but de publiciser un produit, comme le site de Coke ou de McDonald's, et ceux qui visent à vendre le produit en ligne, comme ceux d'Adobe ou de Kodak. La forme des sites est très différente : dans les premiers, il y a peu d'information, peu de texte, beaucoup d'images et des couleurs vives, alors que, dans les seconds, il y a généralement peu d'images, beaucoup de texte, des teintes sobres et de nombreux hyperliens conduisant aux différents services et produits offerts par la compagnie. De la même manière, les sites d'une même catégorie se distinguent entre eux par leur forme, leur genre et leur esthétique. Même si n'importe quel branché peut concevoir et diffuser un site

Web, il appert que certains concepteurs maîtrisent beaucoup mieux que d'autres certaines technicités et certaines normes esthétiques. Ainsi, les petites organisations ont habituellement des sites qui trahissent l'amateurisme de leurs concepteurs, alors que les grandes multinationales ont des sites d'allure très professionnelle.

Le site des Forces de la liberté est sans aucun doute possible l'œuvre d'amateurs et cet aspect ne manquera pas d'avoir un effet certain chez les internautes qui le visitent. Sans entrer dans tous les détails qui me permettent de faire une telle affirmation, on peut retenir simplement que les pages se chargent très lentement⁵, que la maquette du site est un des modèles tout faits qu'on trouve dans le dossier « *tutorial* » du logiciel FrontPage⁶ — maquette qu'on rencontre par milliers dans le Web — que les images ne sont pas dans leur format original (elles sont écrasées ou étirées), que le texte d'un même niveau n'apparaît pas toujours dans le même format ou dans la même couleur, que les textes sont remplis de fautes d'orthographe, que plusieurs ont visiblement été numérisés et mis directement en ligne sans avoir été corrigés et que, même si le site n'est en fin de compte pas très volumineux, toutes les pages semblent surchargées de texte, d'images et de liens.

Pour les Forces de la liberté, le caractère amateur de leur site est essentiellement un atout qui contribue à fonder l'authenticité des informations diffusées. Comme il est censé s'agir de Congolais dans le feu de l'action, en étroit contact avec la réalité, qui livrent dans le Web de l'information brute et directe, on peut croire que ceux-ci n'ont sans doute pas les ressources nécessaires pour faire de l'édition électronique professionnelle et que, qui plus est, ils n'ont que faire du genre de leur site, l'essentiel étant le contenu et non la

-
5. À partir du même terminal (muni d'un modem téléphonique), entre 12h00 et 12h15 le mercredi 13 avril 1999, j'ai pu ouvrir le site d'Apple en 20 secondes, celui de Microsoft en 15 secondes, celui d'Hydro-Québec en 8 secondes, celui de Bell Canada en 5 secondes, celui de Cossette-communication en 6 secondes et celui des Forces de la liberté en 50 secondes. La page d'accueil du site de Bell Canada (<http://www.bell.ca>), qui est beaucoup plus volumineux que celui des Forces de la liberté, s'ouvre dix fois plus rapidement que celle de ce dernier.
 6. Ce logiciel commercialisé par Microsoft permet à ceux qui ne connaissent pas le langage html de concevoir un site Web. Le logiciel (version 1998) propose sept maquettes standardisées pour lesquelles tous les éléments graphiques (fond des pages, boutons, taille et couleur des caractères, etc.) sont prédéterminés. Le concepteur du site n'a qu'à placer les images et à insérer le texte.

forme de ce dernier. Le caractère amateur du site contribue à laisser croire à l'internaute qu'il ne peut s'agir d'une organisation puissante qui dispose d'outils sophistiqués de propagande et, donc, qu'il s'agit bien de gens en étroit contact avec le terrain qui décrivent objectivement les événements tels qu'ils les ont vus de leurs propres yeux. L'authentique se fonde dans l'effet « direct », qui est direct à la fois dans le temps, parce qu'on présente avec empressement de l'information récente, mais aussi dans l'espace, parce qu'on est sur les lieux, non pas par l'intermédiaire d'un journaliste de CNN, mais bien directement sur le terrain.

À l'opposé, le site du gouvernement de la RDC est à classer dans la catégorie « œuvre de professionnels ». Il présente un graphisme original et soigné, avec des images superposées et des dégradés de couleur qui supposent la maîtrise d'outils infographiques complexes, une mise en page impeccable (taille et couleur des caractères uniformes), il se charge assez rapidement et contient des fichiers sonores et un fichier vidéo qu'un amateur aurait bien du mal à programmer et à configurer pour l'édition électronique. Le graphisme coloré, quoique moins criard que celui des sites publicitaires, avec la carte géographique au centre de la page d'accueil rendent ce site semblable en tous points à la plupart des sites gouvernementaux. Cela ne peut faire aucun doute pour l'internaute : il s'agit bien d'un site officiel de gouvernement. C'est là de toute évidence l'effet que les diffuseurs de la RDC veulent créer : ils diffusent, dans le site officiel, l'information officielle qui émane du média officiel, l'Agence congolaise de presse. C'est précisément ce caractère professionnel et officiel qui sert à asseoir la crédibilité de l'information diffusée, en opposition avec l'information de source douteuse qui, elle, est diffusée par les amateurs.

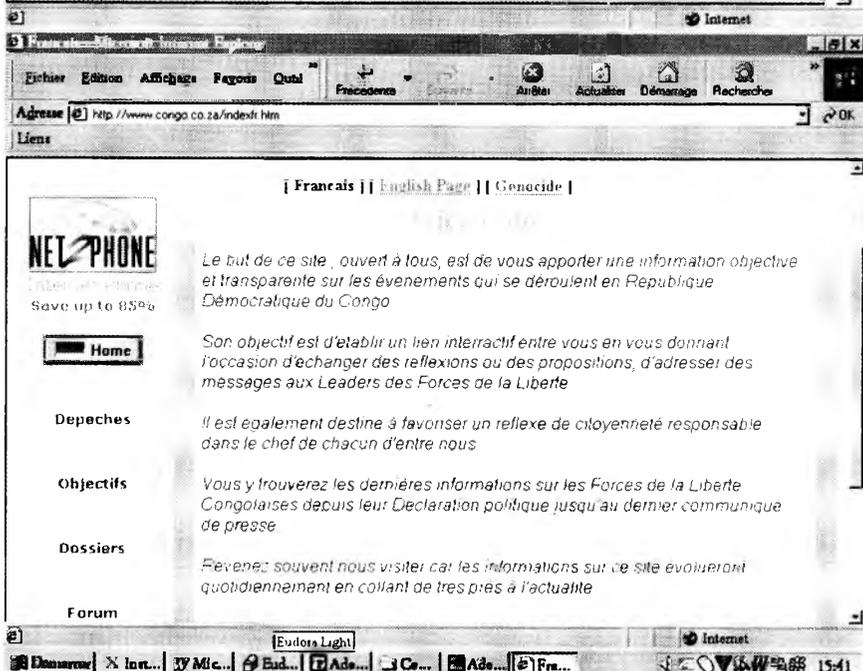
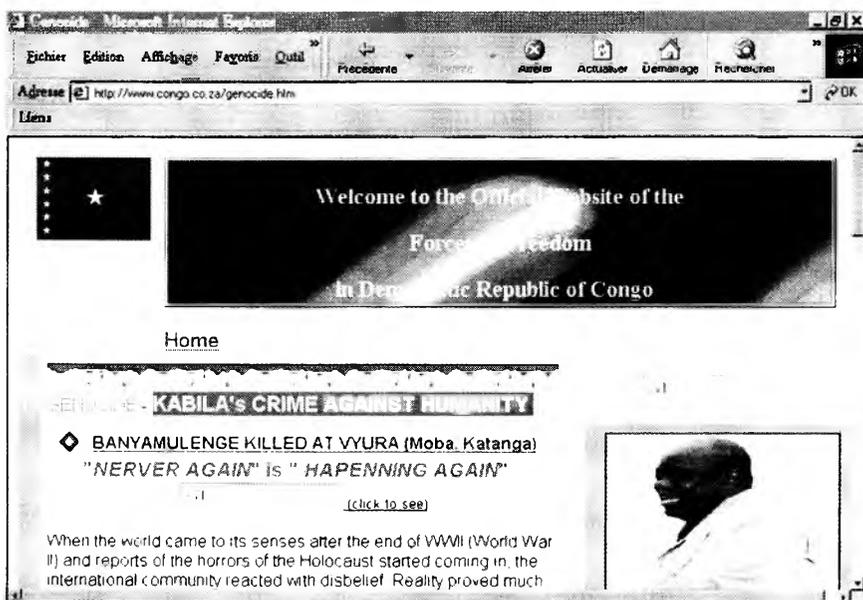
Le destinataire : un témoin passif

Internet est un réseau mondial utilisé régulièrement par plus de 200 millions de branchés provenant de presque tous les pays du monde, quoique fortement concentrés en Occident. Sachant que l'Afrique présente un des taux de raccordement au réseau les plus bas du monde, une question se pose : les sites des Forces de la liberté et du gouvernement de la RDC s'adressent-ils aux Congolais ?

Bien sûr, dans le Web, tous les sites sont susceptibles d'être visités par des internautes provenant de tous les coins du monde. En revanche et même si un grand nombre de concepteurs de sites sont désireux de profiter de cette possibilité, tous doivent composer avec un certain nombre de contraintes (tant



Page d'accueil de « Congo2000 », site qui est apparu au moment où celui du gouvernement est disparu et qui présente un contenu similaire (<http://www.congo2000.com>).



Pages « Genocide » et « Objectif » du site des rebelles. On aperçoit sur la page du haut la photo de Kabila qui est reproduite dans des proportions étranges, comme c'est souvent le cas dans les sites personnels.

linguistiques que techniques et culturelles) qui font qu'on peut difficilement s'adresser à un public aussi large (« tout le monde ») et, à plus forte raison, parvenir à rejoindre ce dit public. On ne peut donc penser le contenu d'un site Web en relation avec un destinataire unique, parfaitement ciblé, pas plus qu'on ne peut, à l'inverse, écarter le problème en soutenant qu'un site est visité par « tous » les internautes. Par ailleurs, comme l'expose Jones (1999) et comme le travail d'Éric Paquet le démontre (2000), l'échange s'organise inévitablement selon plusieurs niveaux (local, national, international), le contenu prenant un sens différent selon la situation particulière de l'internaute qui consulte le site. Conséquemment, la solution la plus efficace, qui est aussi celle adoptée par les Congolais, consiste sans aucun doute à cibler simultanément plusieurs destinataires se situant à des niveaux distincts, en élaborant un discours à portée multiple. Les Congolais s'adressent donc à la fois aux Congolais qui sont en RDC, à ceux qui sont ailleurs, aux « amis de la RDC » (qui sont sur le territoire national ou ailleurs), de même qu'à l'opinion publique internationale, et plus spécialement occidentale. Cela étant dit et même si on reconnaît que le destinataire n'est pas unique, il peut quand même être pertinent de tenter de voir qui pourra être rejoint, et de quelle façon, par le contenu des sites.

La langue des sites, le français et l'anglais, est un premier indice qui permet de croire que ceux-ci s'adressent en premier lieu à l'Occident. Si le français est une des langues officielles de la RDC, il en va autrement de l'anglais, qui est tout simplement la langue prédominante du Web et de la majorité de ses utilisateurs. Le site du gouvernement présente de l'information technique aux éventuels visiteurs du pays (façon d'obtenir un visa, vaccins à recevoir avant d'entrer au pays) et s'adresse donc en partie et de façon très claire aux non-Congolais, tout comme le font les sites officiels de nombre d'autres gouvernements. Cependant, amenant l'observateur à croire que le site s'adresse d'abord aux Congolais, les bulletins d'information quotidiens présentés par le gouvernement contiennent nombre d'informations locales qui sont, à première vue, peu intéressantes pour les étrangers, comme les résultats de compétitions sportives de niveau provincial, les activités et événements municipaux de second intérêt comme l'achat de nouveaux autobus par le service de transport de Kinshasa ou les travaux de réparation d'une école de Lubumbashi. On pourrait donc croire que ces bulletins s'adressent d'abord et avant tout à la population congolaise et à ceux qui sont familiers avec le pays. En revanche, chaque section de nouvelles provinciales est accompagnée d'une carte de la RDC sur laquelle les frontières de la province en question sont mises en évidence. On peut bien sûr soutenir que ces cartes sont nécessaires, puisqu'il est possible que certains



Carte situant le Katanga à l'intérieur de la RDC et présentée avec les nouvelles provinciales concernant cette région dans les bulletins de l'ACP.

Congolais, connaissant mal la géographie de leur pays, aient besoin de cartes pour situer les différentes régions de la RDC. On opposera toutefois à cet argument le fait que les Congolais qui ont accès au réseau Internet sont certainement beaucoup plus scolarisés que l'ensemble de la population et qu'il ne fait aucun doute que la large majorité de ceux-ci n'ont pas besoin d'une carte pour savoir où se trouve le Katanga ou la ville de Kinshasa. L'internaute moyen, un non-Congolais qui connaît peu l'Afrique, aura, lui, bien besoin pour s'y retrouver de ces cartes provinciales, voire même de celle qui situe la RDC à l'intérieur du continent africain et qui est présentée dans la page d'accueil du site du gouvernement.

Aux premiers abords, le site des Forces de la liberté semble lui aussi s'adresser essentiellement aux Congolais. C'est parfois très clair, notamment dans la page du menu principal où on annonce que le site « [...] est également destiné à favoriser un réflexe de citoyenneté responsable dans le chef de chacun d'entre nous ». De toute évidence, ce « nous » ne peut être autre qu'un « Nous Congolais ». Or, c'est paradoxalement dans un site où on n'hésite pas à présenter des pages unilingues anglaises qu'on trouve cette forme de « Nous Congolais » ! Bien sûr, le Web n'est certes pas le médium idéal pour rejoindre la population de la RDC et il va de soi que les concepteurs de ces sites en sont parfaitement conscients. Le contenu de ceux-ci ne peut s'adresser, en premier lieu, qu'à l'opinion publique occidentale. Pourquoi alors faire « comme si » en présentant des informations locales qui ne sont d'aucun intérêt pour le reste du monde ou en utilisant des « Nous » qui surprennent toujours tant ils semblent déplacés par rapport au reste ? Avec certaines réserves, je proposerai comme hypothèse que c'est dans le but de placer l'internaute, voire l'opinion publique occidentale, en position de témoin du conflit politique, de la guerre et des massacres.

Les internautes occidentaux se sentiraient certainement concernés par des événements qu'on présente comme étant d'intérêt international. En effet, les articles contenus dans les bulletins de l'ACP contiennent couramment des messages qui s'adressent de façon peu subtile, voire directe, aux gouvernements

américain, français, belge et autres, aux Nations unies, à l'Unesco, à l'OMS et à nombre d'autres organisations non congolaises :

La francophonie devra jouer un rôle plus conséquent dans le monde pour l'avènement d'une paix durable, grâce à une action concertée visant à prévenir les conflits, apaiser les tensions et ménager des issues pacifiques dans le strict respect de la souveraineté des Etats membres, avaient reconnu tous les Chefs d'Etat et de gouvernement ayant le français en partage à Cotonou. Une question se pose dès lors, qu'attend donc la francophonie pour intervenir et élever la voix en faveur de la paix dans la région des Grands lacs, où trois pays francophones — la RDC, le Rwanda et le Burundi — sont engagés dans une guerre meurtrière ? (ACP, 20 mars 1999).

Cette forme de référence à la communauté internationale est très fréquente, tant dans le site du gouvernement que dans celui des Forces de la liberté. Ainsi, on demande parfois subtilement à la communauté internationale d'intervenir dans un sens ou dans l'autre, mais, le plus souvent, on dénonce ouvertement l'inertie des ONG et des gouvernements occidentaux ou, dans le cas du gouvernement de la RDC, on les accuse de soutenir à tort la partie adverse :

Le Chef de l'Etat a regretté l'embargo de fait que la République Démocratique du Congo (RDC) subit et que notre pays soit engagé dans cet effort louable de reconstruction nationale et d'une rupture réparatrice qui aurait pu bénéficier de la prévenance et de l'acceptation de la communauté internationale. Après ces regrets et cette indignation face à cet embargo que personne ne peut expliquer à un pays qui fait des efforts de respect des droits de l'homme et de démocratie, le Chef de l'Etat a indiqué, aux nouveaux membres du gouvernement de salut public, que cette iniquité de système économique mondial ne doit pas conduire les membres du gouvernement de salut public à baisser les bras (ACP, 22 mars 1999).

On s'intéresse tant et si bien à la communauté internationale, voire à l'Occident, qu'en fin de compte l'information diffusée ne traite que rarement de la partie adverse elle-même, et ce même quand il est question des causes (réelles ou supposées) du conflit :

[...] Kabila est diabolisé par les lobbies de la haute finance internationale parce qu'il a fermé les robinets où ces messieurs avaient coutume de s'abreuver. [...] comment expliquer qu'une guerre ait éclaté précisément au moment où des signes de renaissance du Congo étaient partout perceptibles ? Comment comprendre que les « Amis du Congo » qui, à Bruxelles, avaient décidé d'aider à la reconstruction de la RDC n'aient pas honoré leur promesse

alors que des signaux positifs de gestion efficiente étaient émis par le gouvernement congolais ? (ACP, 15 février 1999).

Fondant le discours de dénonciation de l'inaction de la communauté internationale, les références à la répétition de l'histoire et les comparaisons avec d'autres événements historiques — en particulier l'Holocauste — sont un élément clé de l'argumentation des Forces de la liberté. Aussi n'est-il pas surprenant de constater que l'intervention de l'Otan en Yougoslavie, amorcée en mars 1999, ait été rapidement intégrée à l'argumentation des rebelles congolais. Présentée comme la première intervention militaire de la communauté internationale dans les affaires internes d'un État, l'opération Forces alliées est vite devenue, pour les rebelles, une référence de premier ordre dans leurs efforts pour fonder la responsabilité humanitaire de la communauté internationale vis-à-vis de la RDC. On compte les morts, les exilés et les réfugiés pour démontrer combien la situation de la RDC est plus dramatique que celle des Balkans et pour appeler l'intervention du monde ou pour dénoncer son inaction. En ce sens, de nombreux textes ont été publiés dans le site des rebelles :

[...] les Grands Lacs africains et le reste de l'Afrique ont beau être éloignés de l'Europe, il n'en demeure pas moins que le nombre de victimes, de personnes déplacées et de réfugiés dépasse, et de loin, ce qui se passe dans les Balkans [...] c'est peut-être justement parce que certaines puissances occidentales sont les alliés cachés des uns et des autres dans le conflit en RDC qu'elle ne peuvent s'investir officiellement dans la recherche proactive d'une solution. [...] (« Le Kosovo et les Grands Lacs africains », <http://www.congo.co.za/depeches.htm>).

Plus frappantes encore que les comparaisons avec le Kosovo, les références à l'Holocauste sont nombreuses et courantes, tant chez les rebelles que chez le gouvernement. Comme Andreas Huyssen l'a exposé, l'Holocauste appartient désormais à une sorte de mémoire globalisée, chaque communauté locale pouvant le réactualiser et le réinterpréter pour en faire une base de comparaison ou un prisme à travers lequel évaluer sa situation (Huyssen 2000). Dans la page d'accueil du site des Forces de la liberté, le bouton « Genocide », qui est placé au même niveau que les langues du site (français et anglais), conduit à une page où on peut voir une photo de Kabila encadrée d'une bande animée représentant du sang qui coule (en format gif) sous laquelle on peut lire « *This man is a killer* ». À ses côtés, un texte signé par Jan Pronk, ministre hollandais de la Coopération, tente d'expliquer pourquoi les tentatives de génocide et les génocides se sont répétés au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, en dépit du fait que la communauté internationale se soit engagée, après

l'Holocauste, à faire en sorte que de tels événements ne se reproduisent plus. Dans un long texte, Jan Pronk explique que les massacres ont pu se répéter sans que l'ONU n'intervienne d'une part parce que les tentatives de génocide ont souvent été bien dissimulées et, donc, que la communauté internationale ne disposait pas de raisons suffisantes pour intervenir et que, d'autre part, la Guerre froide a nui à l'organisation des grandes puissances militaires qui étaient souvent elles-mêmes trop déchirées pour pouvoir intervenir ailleurs dans le monde. Puis, Jan Pronk soutient que, dans le cas des Grands lacs africains, aucun de ces deux facteurs ne peut expliquer l'inaction de la communauté internationale et donc que celle-ci est en partie responsable des massacres commis.

Les deux événements, l'Holocauste et la crise dans la région des Grands lacs africains, sont clairement mis en parallèle, sans toutefois que la comparaison ne soit formulée explicitement, ce qui rend plus vrai encore le lien entre les deux. Bien sûr, on peut s'interroger à savoir jusqu'où s'étend la « mémoire globalisée » ou, plus simplement, se demander quelle place occupe l'Holocauste dans la mémoire des Congolais, mais qu'importe, puisqu'il est le lieu de mémoire par excellence du monde globalisé. Si on s'en remet encore une fois à Huysen, tout l'enjeu est bien de forcer l'Occident à reconnaître que les événements de la RDC sont de même nature que l'Holocauste, puisque « *in the case of the organised massacres in Rwanda [...], comparisons with the Holocaust were at first fiercely resisted by politicians, the media, and much of the public not because of the undeniable historical differences, but rather because of a desire to resist intervention* » (2000 : 23).

Puis, la volonté des rebelles de culpabiliser leurs destinataires devient des plus flagrantes dans une page liée à la page « *Genocide* ». Après avoir blâmé la communauté internationale de son inaction dans la crise rwandaise et les événements de la RDC, voilà que ce n'est plus à l'ONU, aux gouvernements occidentaux ou à la francophonie qu'on s'adresse, mais bien à l'internaute lui-même. Sous une rangée de photos des charniers du Rwanda, on peut lire en très grands caractères rouges « *NEVER AGAIN HAPPENED AGAIN. WHERE WERE YOU ?* ». Le destinataire, qui est aussi le coupable, devient bien vivant en s'incarnant en la personne de l'internaute. Ce « *You* » vient faire contrepoids au « *Nous Congolais* » rencontré précédemment. Si le site nous donne à voir des Congolais qui s'informent, s'il a pour but « d'établir un lien interactif entre vous [Congolais ?] en vous donnant l'occasion d'échanger des réflexions ou des propositions », il n'en demeure pas moins que, lorsqu'enfin le Vous (*You*) s'incarne, ce ne sont pas les Congolais qui apparaissent, mais bien les

internauts, témoins passifs du conflit, qui ne peuvent être autres que des non-Congolais, voire plus simplement que des Occidentaux.

Si les Forces de la liberté ou le gouvernement de Kabila s'adressaient d'abord à la population congolaise, du pays ou de la diaspora, l'essentiel de leur discours consisterait sans aucun doute à légitimer leur projet politique en s'appuyant sur l'histoire nationale ou encore en dénigrant la partie adverse et l'essentiel de leur site n'aurait pas pour but de culpabiliser la communauté internationale. L'analyse du contenu de ces sites nous mène à observer un phénomène semblable à celui qu'Ignacio Ramonet a relevé quand il a constaté que les manifestants iraniens, réunis devant l'ambassade américaine de Téhéran, attendaient que les caméras commencent à tourner pour se mettre à scander leurs revendications (Ramonet 1980). Les responsables des deux sites mettent en œuvre différentes stratégies qui visent à faire croire à l'internaute occidental qu'on se parle entre « Nous », Congolais, et que lui n'est qu'un témoin — en contrepartie de quoi il a bien toutes les responsabilités humanitaires qui viennent avec cette délicate position.

Modalités hypertextuelles et fragmentation de l'Histoire

Jusqu'à maintenant, j'ai abordé chacun des sites dans sa totalité et indépendamment du milieu dans lequel il se trouve, soit le Web dans son ensemble. Cette démarche, si elle permet de bien faire ressortir la structure d'un site et d'en analyser le contenu, donne une image artificielle de la réalité hypertextuelle telle qu'elle est abordée et perçue par les internautes.

Un site Web, pris dans sa totalité, est bien sûr une réalité très structurée et, qui plus est, une réalité dont la structure est de plus en plus codifiée. L'uniformité de la structure des sites facilite la navigation en permettant à l'internaute de savoir à l'avance quel lien le mènera vers quel type de contenu. Si l'internaute n'ignore pas la structure « webienne », il ne prend toutefois jamais en compte dans leur ensemble le contenu des sites qu'il visite. Ceux-ci ne sont des réalités que pour leurs concepteurs ou que pour celui qui déciderait d'en faire une étude systématique. En fait, la navigation est un mouvement qui mène l'internaute d'une page à l'autre (qui peut appartenir au même site ou à un autre) et où l'internaute ne visite à peu près jamais toutes les pages d'un même site. Les moteurs de recherche conduisent l'internaute à une page d'un site, qui peut en être la page d'accueil tout aussi bien que n'importe quelle autre page, qui, à son tour, le mène à une autre page, parfois du même site mais parfois d'un autre, et ainsi de suite.

Dans le Web, l'unité de base n'est pas le site, mais bien la page, qui, elle seule, peut être considérée dans son ensemble par les internautes (Mitra et Cohen 1999 : 183-186). Pour que le contenu d'un site soit intelligible, il est nécessaire que chaque page soit relativement complète en elle-même, puisqu'il est peu probable que les internautes visitent le site dans sa totalité et qu'ils sont susceptibles d'entrer dans le site par n'importe laquelle de ses pages. Les concepteurs de sites sont bien conscients de cette réalité et prennent d'ailleurs toujours soin de placer dans chacune des pages tous les éléments importants, comme les boutons menant aux pages principales, les logos, les bannières de publicité, etc. Le contenu d'une page Web, autant que sa forme, doit être relativement complet en lui-même, intelligible pour l'internaute qui ne verrait pas les autres pages du site.

Ce mode d'organisation n'est pas sans conséquence sur la façon dont les contenus diffusés peuvent être appréhendés. Les internautes ont tous déjà eu l'occasion de tenter, souvent sans succès, de retrouver une page Web en essayant de refaire de mémoire le parcours qui les y avait conduit une première fois. Il est difficile de retrouver une page de cette façon parce que chaque parcours est unique. Dans le Web, la linéarité n'existe pas, une trajectoire de navigation ne pouvant jamais être imposée à l'internaute. Le Web apparaît donc comme un amas de fragments à lier ensemble, mais auquel on ne peut donner un sens *a priori*, comme on peut le faire par exemple avec un volume imprimé, dont la linéarité est elle-même déjà porteuse d'un sens.

Compte tenu des modalités inhérentes à l'hypertexte, il serait insensé de chercher un récit historique linéaire dans des sites Web comme ceux des Congolais. Avec l'hypertexte, dans un cas comme celui-ci, tout ce qu'on peut faire c'est, un peu comme dans les clips des journaux télévisés, créer non pas du sens, mais bien des impressions, des émotions qui éventuellement mèneront le destinataire à adhérer à une vision particulière de la réalité. C'est bien ce que font les responsables du gouvernement congolais et ceux des Forces de la liberté avec leur site Web respectif. Ainsi, les nouvelles présentées dans les bulletins de l'ACP ne sont pas liées les unes aux autres. Leur forme s'apparente de très près d'ailleurs à celle des nouvelles télévisées dans lesquelles on passe du fait divers, à l'actualité politique, en passant par les nouvelles d'intérêt provincial et où on revient rarement sur les événements présentés auparavant. De la même façon, les dépêches présentées dans le site des Forces de la liberté sont toutes indépendantes les unes des autres et, qui plus est, elles sont classées par dates de publication et non par thèmes. Il n'y pas de Récit historique dans ces sites,

mais bien des fragments d'histoire dépourvus du fil conducteur qui permettrait de les lier ensemble.

D'un côté comme de l'autre, on insiste beaucoup sur le contenu à sensation : nombre de morts et de civils massacrés, femmes, enfants et vieillards victimes d'agression, armes utilisées quand elles suscitent l'horreur, etc. Ce type de contenu, comme celui des nouvelles télévisées, a de toute évidence pour objectif premier de susciter des émotions très fortes chez les destinataires, ce qui laisse peu de place à la contextualisation des événements (Mouchon 1997).

Dans ces sites, comme dans les sites des grands médias de masse (ou comme dans les journaux télévisés), on met le sens de côté et on mise plutôt sur les impressions. À défaut de faire de l'Histoire, on présente une masse démesurée d'histoires. Ainsi, dans le Web, la mémoire ne peut adopter qu'une forme fragmentée et, en cela, il me semble que le Web peut difficilement devenir l'espace de constitution de récits historiques tels qu'on a été habitué à les connaître, puisque le Web appelle l'inverse, soit les événements qui se succèdent sans linéarité, faisant oublier ceux de la semaine précédente ou de la veille.

Le premier contact avec les contenus « webiens » laisse l'impression que le Web est l'apogée de la fragmentation qu'on avait déjà relevée ailleurs, comme dans l'ensemble des discours médiatiques, et plus particulièrement dans les journaux télévisés, dans la publicité, dans le discours des jeunes, dans la bande dessinée et dans de nombreuses formes discursives contemporaines (Debord 1988 ; Esquenazi 1997 ; Maffesoli 1997 ; Virilio 1996). La découverte de ce mode narratif, quels que soient son support et son objet, a mené nombre d'auteurs à un constat fort pessimiste selon lequel nous serions en train d'assister à la fin de l'Histoire, voire à la fin de l'intelligibilisation du monde. Or, ce n'est pas parce que les discours adoptent des modalités différentes (qui, il faut bien l'admettre, sont profondément déroutantes à première vue) qu'ils sont vides de toute substance. Comme Roger Chartier et d'autres l'ont si bien démontré, le « texte » — qu'il soit œuvre écrite, discours, image ou autre — est toujours étroitement lié à son support. Une œuvre peut bien sûr demeurer intelligible si on en change le support, mais elle sera forcément appréhendée d'une autre façon et prendra donc un sens différent (Chartier 1995 ; Virilio 1988).

Ainsi, peut-être que la réponse à l'énigme soulevée en introduction est autre, peut-être que, pour comprendre, il soit nécessaire de mettre en place un nouveau paradigme. Il me semble en effet qu'il serait grand temps de dépasser

le constat de la fragmentation des contenus pour essayer de trouver une nouvelle dimension à travers laquelle lire le sens, non pas comme on a été habitué à le comprendre, mais bien tel qu'il se donne à voir. En effet, l'optimisme et une certaine confiance vis-à-vis de mes contemporains m'incitent à croire que ce nouvel univers discursif n'est peut-être pas aussi décousu qu'il peut y paraître et que ce sont plutôt nos façons d'analyser les discours qui ne collent plus à la nature des objets étudiés. Il est donc urgent de faire preuve d'imagination pour qu'enfin il soit possible d'être libéré du vieux discours conservateur qui, jusqu'à maintenant, a non seulement empêché les penseurs de découvrir la clé de ce nouveau code, mais qui, pire encore, nous a aveuglés à un point tel que nous n'avons même pas encore compris que nous étions face à une langue étrangère...

Références

- Augé, Marc, 1994, *Pour une anthropologie des mondes contemporains*. Paris, Aubier.
- Althabe, Gérard, 1990, « Ethnologie du contemporain et enquêtes de terrain », *Terrain*, 14 : 126-131.
- , Daniel Fabre et Gérard Lenclud, 1992, *Vers une ethnologie du présent*. Paris, Maison des sciences de l'homme.
- Chartier, Roger, 1995, *Forms and Meanings*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- Davis, Richard, 1999, *The Web of Politics. The Internet's Impact on the American Political System*. New York, Oxford University Press.
- Debord, Guy, 1988, *Commentaires sur la société du spectacle*. Paris, Gallimard.
- Doane, M.-A., 1990, « Information, Crisis, Catastrophe » : 222-239, dans Patricia Mellemcamp (dir.), *Logics of Television*. Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press.
- Esquenazi, Jean-Pierre, 1996, *Le pouvoir d'un média : TF1 et son discours*. Paris, L'Harmattan.
- , 1997, « Le temps télévisuel et le statut de l'information » : 113-126, dans *La communication de l'information*. Jean-Pierre Esquenazi (dir.), Paris, L'Harmattan.
- Frederick, Howard H., 1993, *Global Communication & International Relations*. Belmont, Warsworth Publishing Company.
- Huysen, Andreas, 2000, « Present Pasts : Media, Politics, Amnesia », *Public Culture* (Duke University Press), 12, 1 : 21-38.
- Jones, Steve, 1999, « Studying the Net: Intricacies and Issues » : 1-27, dans Steve Jones (dir.), *Doing Internet Research. Critical Issues and Methods for Examining the Net*. Thousand Oaks, CA, Sage Publications.
- Maffesoli, Michel, 1997, *Du Nomadisme : vagabondages initiatiques*. Paris, Librairie générale française.
- Mitra, Ananda, et Elisia Cohen, 1999, « Analyzing the Web: Directions and Challenges » : 179-202, dans Steve Jones (dir.), *Doing Internet Research. Critical Issues and Methods for Examining the Net*. Thousand Oaks (Calif.), Sage Publications.
- Mouchon, Jean, 1997, « Visibilité médiatique et lisibilité sociale » : 53-72, dans *La communication de l'information*. Jean-Pierre Esquenazi (dir.), Paris, L'Harmattan.
- Paquet, Éric, 2000, *Étude des discours de résistance sur le Web : Le cas zapatiste*. Mémoire de maîtrise (anthropologie), Université Laval.

Ramonet, Ignacio, 1980, *Le chewing-gum des yeux*. Paris, A. Moreau.

Virilio, Paul, 1988, *La machine de vision*. Paris, Galilée.

—, 1996, *Un paysage d'événements*. Paris, Galilée.

Wade, Philip, et Didier Falcand, 1998, *Cyberplanète : Notre vie en temps virtuel*. Paris, Autrement.

Sites Web

Forces de la liberté

<http://www.congo.co.za>

Gouvernement de la RDC

<http://www.rdcongo.org>

Congo 2000

<http://www.congo2000.com>